

en essayant de tous les systèmes et en appelant chacun à travailler au bonheur de ses peuples. Les économistes y furent conviés aussi bien que les élèves de Rousseau. D'un côté, une vive impulsion fut donnée au commerce, à l'agriculture, à la marine; de l'autre furent tentés de sincères efforts pour ramener toutes choses à la nature. Les bergers de Florian succédèrent dans les lettres aux grands personnages de l'antiquité; Gluck et Grétry redemandèrent à la musique des inspirations pures et vraiment dramatiques; partout des jardins anglais, à l'imitation du petit Trianon, remplacèrent les allées droites et compassées du siècle précédent; les modes mêmes se simplifièrent, et les femmes se dépouillèrent de leurs paniers. Au milieu de ces transformations, opérées avec l'entrain et le prestige de la nouveauté, un ministre honnête, naïf économiste, Turgot, tentait d'extirper les abus invétérés qui enlaçaient la société, et qui, non moins vivaces en ce monde que la mauvaise herbe des champs, avaient crû depuis des siècles sans être réprimés.

LVI. Le mal matériel, de beaucoup le moins grave, était le seul dont on se préoccupât. Il eût sans doute été possible d'y remédier sans bouleverser l'ordre social, avec lequel il faisait corps. Mais c'était précisément une révolution universelle que rêvait ce siècle présomptueux, appelé, croyait-il, à créer en un jour des institutions supérieures à celles du passé. Néanmoins Turgot espérait encore tout concilier. Plus sage que beaucoup de ses successeurs, il voulait avant tout favoriser l'agriculture, objet de sa juste prédilection, source inépuisable de forces, de richesses et de vertus. A ses yeux, la première chose était de débarrasser le paysan des charges que les besoins de l'État et l'oïveté de la noblesse avaient accumulées sur ses épaules. D'un côté, les seigneurs recevaient la dime comme au temps où ils rendaient la justice, entretenaient les routes et défendaient le territoire; de l'autre, le roi, qui avait successivement couvert la France de ses juges, de ses ingénieurs, de ses troupes régulières, levait, pour les payer, la taille, qui avait atteint et dépassé l'importance de

la dime. Non seulement les nobles percevaient encore des droits pour des services qu'ils ne rendaient plus, mais ils restaient à l'abri des nouveaux impôts, et même en absorbaient une bonne partie par leurs traitements et leurs pensions. De plus, le pouvoir, dans son indigence, n'avait cessé d'accroître le nombre des privilégiés par la création et la vente d'offices, dont le principal revenu était l'exemption de la taille. Par là le fardeau se concentrait tous les jours davantage. Il en était de même des corvées, seule ressource pour l'entretien des chemins, et du service militaire régulier, dont les gentilshommes et leurs valets avaient la prétention de demeurer affranchis.

LVII. Ce qui achevait de faire paraître l'impôt intolérable, c'est qu'il était proportionné non aux biens, mais aux revenus supposés de chacun, et que, comme les curiales du Bas-Empire, les petits propriétaires d'une paroisse devaient répondre les uns pour les autres. Chaque année l'un d'eux était désigné pour payer le tout; s'il ne parvenait pas à se faire rembourser, il restait ruiné. Ainsi ce qui, dans les communes unies, constituait jadis un régime simple et paternel, avait depuis ouvert le champ aux tracasseries les plus arbitraires. Mieux valait mille fois une règle fixe, immuable, atteignant les biens, non les personnes, et demandant au noble comme au roturier un léger droit pour sa terre. Or ce principe, déjà proclamé par Vauban, souleva des tempêtes; chose singulière, il révolta moins les gentilshommes de provinces, encore imbus des traditions de leurs aïeux, que la noblesse parisienne, résidu de la corruption de deux règnes, et que le parlement, intraitable ennemi de toute réforme. Le roi faillit. Tout ce qu'il crut possible, ce fut de détruire la solidarité de la taille et d'abolir la corvée.

LVIII. Mêmes clameurs quand il s'agit de rendre au commerce de grains la liberté maladroitement supprimée par Colbert, et de renverser les barrières entre provinces, les douanes à la frontière, à la faveur desquelles les grands, et parfois les princes accaparaient le blé, et s'enrichissaient périodique-



Le petit Trianon. (P. 323.)

ment par des chertés factices. Ce fut bien pis quand Turgot proposa l'abolition des jurandes et des maîtrises devenues les entraves de l'industrie, et le rachat des droits féodaux, usages fort respectables dans l'origine, mais peu compatibles, pensait-il, avec le progrès de la science, la centralisation du pouvoir et la facilité des communications. Pour le coup, c'était une attaque directe contre la vieille société féodale, une atteinte sérieuse à la propriété. Les nobles de France, qui n'avaient pas su, comme ceux d'Angleterre, passer de la vie des camps à celle des affaires et rester les citoyens les plus actifs, les plus intelligents de leur pays, ne s'en montrèrent que plus acharnés à défendre leurs privilèges. Ils demandèrent à grands cris le remplacement de Turgot. Louis XVI céda encore, n'osa pas briser leur résistance. Il fallait d'ailleurs une main plus sévère et moins tendre que la sienne, il fallait de longues et terribles leçons non pour abattre les institutions du passé, chose toujours facile, mais pour relever sur de nouvelles vertus, sur des mœurs plus pures, sur des vies plus actives l'édifice de l'avenir. Toute réforme fut ajournée. Au lieu d'un économiste, un banquier genevois, Necker, fut appelé aux affaires (1776), et, comme auparavant, on vécut au jour le jour d'emprunts onéreux.

LIX. Cependant la maladie du temps était surtout une maladie morale, et la prospérité publique contrastait singulièrement avec la gêne du trésor. Les sommes que les paysans demandaient à ne plus payer seuls, et dont les grands s'obstinaient à ne point partager la charge, étaient peu de chose en comparaison des budgets d'aujourd'hui. Au milieu d'une lutte que l'avidité des uns et des autres envenimait chaque jour, la population s'accroissait rapidement; l'industrie et la culture mettaient à profit les découvertes de la science; le commerce et la marine avaient repris des proportions depuis longtemps inconnues. Les bénéfices étaient presque tous pour les bourgeois, pour les petits, dont ils récompensaient l'activité. Or, loin de les satisfaire, ils ne faisaient qu'irriter leurs convoitises, que surexciter leur orgueil et le sen-

timent de leur force. Tandis que de part et d'autre couvaient ces mauvaises passions, un événement qui devait, en réalité, leur fournir un nouvel aliment vint distraire l'attention publique.

LX. L'Amérique était depuis deux siècles un vaste champ d'essai ouvert à tous les peuples de l'Europe. De même que jadis la Grèce, parvenue à sa maturité, avait semé ses comptoirs sur les rives de la Méditerranée; de même que Rome au déclin avait reçu dans Constantinople, ainsi maintenant chacun travaillait au delà de l'Océan, et recueillait le fruit de ses vices ou de ses vertus. La cruelle et paresseuse Espagne avait rétabli, par la traite des nègres, l'esclavage païen, s'était contentée d'amasser l'or et l'argent de ses mines, et n'avait établi que des colonies peu durables. Le Portugal n'était pas plus fort au Brésil que les successeurs de Charles-Quint au Mexique et au Pérou. Si les peuples catholiques avaient tenté quelques efforts plus heureux, eux-mêmes avaient ensuite pris à tâche de les paralyser avec l'aveuglement qui faisait partout leur fatale infériorité. La chute des jésuites avait entraîné celle des belles missions du Paraguay, charmante république chrétienne, qui reproduisait les vertus, la charité, la communauté de biens de la primitive Église. Avant que Louis XV perdît le Canada, la main de Louis XIV et de Colbert l'avait en quelque sorte étouffé à son berceau, et en avait détourné, à force d'entraves, le flot des nouveaux habitants.

LXI. Au contraire, les Anglais, apportant dans l'Amérique du Nord leur esprit d'indépendance et leur activité, y avaient fondé un État de plusieurs millions d'âmes, où les innombrables sectes protestantes, depuis les quakers jusqu'aux anabaptistes, vivaient en pleine liberté, où les villages se gouvernaient eux-mêmes, et devenaient souvent, par leur prospérité, de grandes et riches cités. Dans un siècle qui se passionnait uniquement pour la puissance matérielle, cette colonie excitait à un haut degré l'admiration et l'envie générales. Sur ce sol si vaste et si fertile, encore à demi couvert de forêts vierges, la forte

Angleterre semblait encore rajeunie. Là vraiment l'homme était affranchi de tout passé, de toute tradition, de toute servitude. C'était l'état de nature tel que Rousseau l'avait rêvé.

LXII. Il ne manquait plus à cette république idéale que de secouer le joug de sa mère patrie. Le parlement de Londres lui en fournit maladroitement le prétexte par quelques atteintes à la liberté du commerce. Pour un droit sur le thé, les Américains se révoltèrent, et proclamèrent leur indépendance. Les philosophes, qui avaient vu d'un œil insouciant la mort de la Pologne, la ruine du Paraguay et du Canada, prirent feu pour ces étrangers, connus seulement par leur cruauté contre les Français. A leur appel, des volontaires, jaloux de prendre part à la nouvelle croisade, passèrent en foule l'Océan (1778). C'était le même empressement que pour assurer jadis la liberté de la Hollande, comme si la France avait pour mission de contribuer à la fondation de tous les pays protestants. Toujours faible, Louis XVI se laissa entraîner par le torrent. N'avait-il pas pour excuse les envahissements perpétuels et l'orgueil démesuré des Anglais? N'était-ce pas une belle occasion de se venger de leurs affronts, de relever sa marine, et de rentrer dans le nouveau monde? Mais, par une méfiance qui rappelait la conduite de la Hollande au sujet de la Belgique, les Américains exigèrent que le roi renoncât d'avance à recouvrer le Canada. A ce prix ils lui feraient la grâce d'accepter son alliance. Il eut l'inconcevable désintéressement d'y consentir, et brisa à tout jamais les espérances de Français qui brûlaient d'être rendus à leur patrie.

LXIII. La guerre commença par des exploits qui permettaient de s'étourdir sur cette faute, et qui flattaient l'amour-propre national, si facile à satisfaire. Le Sénégal fut reconquis. Dans la Manche, l'Océan et la Méditerranée, la marine anglaise fut tenue en échec, souvent par des forces inégales. Enfin, en Amérique, le jeune la Fayette, à la tête d'une poignée d'hommes, accula les Anglais à la baie de Chesapeake. De tous côtés lui arrivèrent des renforts: ici trente-huit vaisseaux de ligne français, là Washington

avec huit mille Américains. L'ennemi se rendit avec deux cent quatorze canons et trente navires.

LXIV. Désormais la liberté des États-Unis était assurée. L'Angleterre le comprit avec une rare sagesse, et n'employa plus ses forces qu'à se venger de la France. Elle perdit Minorque, mais elle conserva Gibraltar. Elle prévit aux Antilles la réunion de quarante-cinq vaisseaux français et espagnols, qui devaient lui enlever la Jamaïque. En vain, après un combat acharné et la perte de quatre bâtiments, l'amiral de Grasse lutta le dernier, sur la *Ville-de-Paris*, contre cinq navires ennemis. Au bout de douze heures, tous ses hommes, sauf deux, étant tués ou blessés, il fut obligé d'amener son pavillon. Dans l'Inde, la fortune était moins cruelle. Parti avec cinq vaisseaux, le bailli de Suffren rallia ce qui restait d'hommes et de bâtiments à l'île de France, livra quatre batailles douteuses contre des forces supérieures, et enfin gagna la cinquième. Au moment de profiter de ce succès, il apprit que la paix était conclue.

LXV. Le Sénégal était restitué à la France, Minorque à l'Espagne, et l'indépendance des États-Unis d'Amérique, but principal de la guerre, était définitivement reconnue. En échange de ces pertes, l'Angleterre avait affermi son gigantesque empire dans l'Inde, et, grâce aux illusions des économistes, elle avait obtenu sur le continent la liberté de commerce qu'elle désirait si vivement (1783). En quelques années, la France fut inondée de ses tissus à vil prix, contre lesquels ne pouvait encore lutter l'industrie nationale. L'élève des moutons, que Louis XVI venait d'encourager par l'introduction des mérinos; la culture du lin et du chanvre, qui enrichissaient les provinces de l'Ouest et du Nord, furent profondément atteintes par l'usage du coton au lieu de la laine et du fil.

LXVI. Ce nouveau sacrifice aux théories des économistes n'amena donc que des souffrances. Les exploits de la marine et l'affranchissement des États-Unis n'eurent pas de meilleurs résultats, et ne firent que renforcer les idées déjà répandues de Rousseau. La Fayette et les autres soldats revenus d'Amé-

rique charmaient les esprits par la peinture de cette république idéale, de ces colons sans distinction de caste, cultivant à l'envi de belles campagnes et faisant leurs propres affaires avec la plus entière liberté. En présence de ce vaste champ, ouvert au travail et à l'industrie modernes, et capable de rassasier toutes les convoitises sans que leur choc vint troubler la prospérité générale, personne ne songeait que l'Europe avait offert un spectacle mille fois plus admirable alors que, jeune tout entière, elle défrichait son sol ingrat par la main de ses moines, qu'elle le couvrait d'abbayes, de villes libres, d'innombrables communes, qu'elle le défendait contre les Sarrasins, les Normands, les Turcs, les Tartares, et que, parée des chefs-d'œuvre de l'art chrétien, elle s'unissait spontanément pour les hauts faits de la guerre sainte.

LXVII. Qui avait troublé l'ordre de cette magnifique république, sinon ses membres eux-mêmes, infidèles à leur mission, et tour à tour occupés à se déchirer les uns les autres? L'Italie avait corrompu l'art dans sa source, et personne n'avait recueilli son héritage; ses plus riches cités s'étaient ruinées par leurs dissensions, et avaient cédé leur fortune à la Hollande et à l'Angleterre. La France, pays guerrier par excellence, appelée à conquérir la Palestine, la Syrie, l'Égypte, la Barbarie, peut-être même Constantinople, avait consumé ses forces contre l'Espagne et contre l'Autriche, n'avait pas même gardé sa vieille frontière du Nord, et, dégénérée avant le temps, semblait avoir légué son génie militaire à la Prusse et à la Russie. Dans cette lamentable décadence, la jeunesse, avec sa vie et son charme, s'était conservée chez les peuples septentrionaux, mais incomplète et vouée aux seuls intérêts matériels. Pourtant on se passionnait pour la prospérité de la race anglo-saxonne, de même que jadis pour l'élégance de l'Italie, et, comme il est plus facile d'imiter le mal que le bien, au lieu de prendre l'activité, l'économie, la sagesse, la persévérance de ce peuple tenace, on renchérissait sur sa demi-incrédulité. On n'avait plus qu'un souverain mépris pour un passé glorieux mais lointain, pour la noblesse, la

royauté, le clergé, et pour tant d'autres institutions respectables par leurs services, bien que déchues de leur splendeur. Ne voyant que les abus, on oubliait que soi-même on les avait faits par ses vices, son insouciance, sa soif d'or, de plaisirs et sa servilité, et l'on s'imaginait qu'il suffirait d'un jour, d'une idée, pour se relever de cette chute volontaire de cinq siècles.

LXVIII. Pendant que la foule s'enivrait de ces vagues perspectives de nouveautés, les grands persistaient à défendre leurs privilèges menacés et refusaient obstinément de prendre part aux charges de l'État. Pour un déficit annuel de quelques millions, le trésor était aux abois. Turgot venait de mourir. Necker était disgracié pour avoir timidement marché sur ses traces. Le parlement et une assemblée de notables, convoqués pour la circonstance, avaient également rejeté un projet de subvention territoriale (1787). En cet embarras, la Fayette prononça un nom oublié depuis longtemps, invoqué plusieurs fois dans les grandes calamités nationales, et, au fond, répondant au besoin des esprits, celui des états généraux. Louis XVI saisit cette idée avec empressement, à la fois heureux de se décharger du fardeau des affaires et d'en remettre la pesante responsabilité à ses peuples eux-mêmes. Consultés par le meilleur et le plus sincère des souverains, éclairés par le flambeau de la philosophie et de la science, comment ne retrouveraient-ils pas le chemin perdu de leur félicité? Chacun se crut revenu aux beaux jours non de saint Louis, qui passait pour un superstitieux et un barbare, mais de Sparte et de Rome antiques.

LXIX. Les élections se firent avec un indicible enthousiasme, et les députés des trois ordres se hâtèrent d'accourir à Versailles (1789). En réalité, sous ces habits de prêtres, de nobles, de bourgeois, c'était Voltaire et Rousseau qui venaient siéger, l'un avec son rire démolisseur, l'autre avec ses utopies niveleuses. Devant eux allait comparaître, pour être jugée de fond en comble, une société corrompue, vivant de cynisme et de plaisanteries, refusant le nécessaire à son souverain, et brouillée, comme les mauvaises